

L'an DEUX MIL DIX-HUIT, le MARDI 27 NOVEMBRE, à 14 h 00, le Conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en cinquième séance annuelle, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale du Maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales (séance clôturée à 15 h 00).

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code général des Collectivités territoriales, procédé à la nomination de la Secrétaire de Séance prise dans le sein du Conseil municipal. BÉLIM Audrey a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ÉTAIENT PRÉSENTS

ANNETTE Gilbert / LOWINSKY Jacques / ORPHÉ Monique / MAILLOT Gérald / VÉLOUPOULÉ-MERLO Nalini / FRANÇOISE Gérard / ADAME Brigitte (arrivée à 14 h 09 au Rapport n° 18/5-003) / HOAREAU Jean-François / CLAIN Claudette / COUDERC Alain / FONTAINE Gabrielle / HOARAU Brigitte / PESTEL René Louis / ISIDORE Marylise / DELORME Éric / ANDAMAYE Marie-Annick / CHOPINET Gérard / VOLIA-GARNIER Laetitia / EUPHRASIE Didier / LESCAT Michel / SUDNIKOWICZ Christiane / ASSABY Maximilien / MAMODE Nourjhan / CADJEE Ibrahim / HUMBLLOT Nicole / JAVEL François / FIDJI Jean-Claude / NAILLET Philippe / BARDINOT Sonia / BAREIGTS Éricka / BÉLIM Audrey

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Pour toute la durée de la séance

BELDA David	par HOAREAU Jean-François
BOMMALAIS Geneviève	par LOWINSKY Jacques
MARCHAU Jean-Pierre	par DELORME Éric
DUCHMANN Yvette	par ASSABY Maximilien
LOYHER Jeanne	par ANDAMAYE Marie-Annick
MÉLADE Thierry	par BAREIGTS Éricka
SILOTIA William	par CHOPINET Gérard

Les membres présents, au nombre de 31 sur 55, ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des Collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part au vote portant sur les Rapports dont la liste suit.

ANNETTE Gilbert	(Président)	au titre de la CDÉ de Saint-Denis	Rapport n° 18/5-015
CADJEE Ibrahim	(délégués / Ville)		
CHOPINET Gérard			
CLAIN Claudette			
ADAME Brigitte			
(*) HO-SHING Cynthia			

CDÉ... Caisse des Écoles de Saint-Denis
(*) absente à la séance

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20181127-185011-DE
Date de télétransmission : 06/12/2018
Date de réception préfecture : 06/12/2018

ADAME Brigitte	(déléguée / Ville)	au titre de la SHLMR	Rapport n° 18/5-021
(*) KICHENIN Virgile	(délégué / Ville)	au titre de la SIDR	Rapport n° 18/5-023
MAILLOT Gérald	(lien de parenté)	terrains sur chemin Dufourg-les-Hauts à la Bretagne	Rapport n° 18/5-029

SHLMR Société d'Habitations à Loyer modéré de la Réunion
 SIDR Société immobilière du Département de la Réunion
 (*) absent à la séance

DÉPLACEMENT D'ÉLUE

ADAME Brigitte	arrivée à 14 h 09	au Rapport n° 18/5-003
----------------	-------------------	------------------------

Le Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, le MERCREDI 5 DÉCEMBRE 2018 et que le nombre de Conseillers municipaux présents a été de 31 sur 55.

Accusé de réception en préfecture
 974-219740115-20181127-185011-DE
 Date de télétransmission : 06/12/2018
 Date de réception préfecture : 06/12/2018

OBJET **Aménagement d'un espace de convivialité à l'angle de la ruelle Turpin et de la rue Général de Gaulle**
Demande de financement portant sur la fiche action 7.02 "Restructuration des quartiers sensibles" POE FEDER 2014-2020

I - Contexte

Le programme FEDER Réunion 2014-2020 adopté par la Commission européenne le 11 décembre 2014 intègre la mobilisation de l'Investissement territorial intégré (ITI), nouvel instrument d'intégration prévu à l'article 36 du Règlement UE n° 1303/2013 portant dispositions communes et à l'Accord de Partenariat France.

L'ITI poursuit les objectifs du programme FEDER Réunion 2014-2020.

Les actions des ITI doivent contribuer à l'accomplissement des objectifs spécifiques des axes prioritaires du programme et s'inscrivent dans une stratégie urbaine intégrée répondant aux exigences posées par les règlements européens.

La ligne 7.02 « restructuration urbaine des quartiers sensibles » contribue à la promotion de l'inclusion sociale et à la revitalisation physique des zones urbaines, en apportant notamment une amélioration sur l'environnement urbain et le cadre de vie.

Ainsi dans le cadre de l'élaboration du Projet de Rénovation urbaine Nord Est Littoral (PRUNEL), plusieurs sites ont été repérés pour contribuer à l'amélioration/ la création d'espaces publics de proximité.

La Ville de Saint-Denis a identifié l'aménagement d'une aire de convivialité d'une surface d'environ 1130 m², sur les parcelles AP 186 et 187 ; situées à l'angle de la ruelle Turpin et de la rue Général de Gaulle.

II - Eléments du projet

Ce quartier manque d'espaces de convivialité, de respiration. Les opérations de logements sociaux aux alentours présentent pour certaines des densités importantes et parfois même aucun espace de respiration. L'avantage de ces parcelles est d'être visibles de la rue, permettant une sécurisation de fait de son utilisation.

Au regard des demandes émises dans le cadre des premiers ateliers de coconstruction, il est opportun de réaliser une aire de convivialité avec des plantations, des bancs et des jeux pour enfants. La parcelle est aujourd'hui occupée par un bâtiment qui accueillait de nombreuses familles. Ces familles ont été relogées suite à un incendie et la Ville est depuis propriétaire des parcelles. Le programme exact sera défini dans le cadre de prochains ateliers de coconstruction de PRUNEL, afin de prendre en compte les usagers possibles tout en respectant la quiétude des logements aux alentours.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20181127-185011-DE
Date de télétransmission : 06/12/2018
Date de réception préfecture : 06/12/2018

III - Plan de financement prévisionnel

	Coût total TTC	Montant HT des dépenses	Union Européenne (FEDER)	Contrepartie Nationale (Etat et/ou Région)	Ville
Dépenses totales	1 646 487,50 €	1 517 500,00 €			
Dépenses éligibles (hors foncier)	724 237,50 €	667 500,00 €	467 250,00 €	66 750,00 €	133 500,00 €
Taux d'intervention sur les dépenses éligibles			70%	10%	20%

Ceci exposé, je vous demande :

- d'approuver le projet « aménagement d'un espace de convivialité angle ruelle Turpin rue Général de Gaulle » ;
- d'approuver le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus ;
- de valider la participation financière de la Ville à hauteur de 133 500,00 € HT en tant que maître d'ouvrage de l'opération ;
- de m'autoriser (ou mon représentant) à solliciter la subvention FEDER, au titre de la fiche action 7.02, pour un montant prévisionnel de 467 250,00 € et au titre de la contrepartie nationale apportée par la Région et/ ou l'Etat pour un montant prévisionnel de 66 750,00 € ;
- de prendre l'engagement de prendre en charge le différentiel entre les subventions réellement perçues et celles sollicitées, les dépenses inéligibles ainsi que le préfinancement de la TVA (le cas échéant) ;
- de m'autoriser (ou mon représentant) à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20181127-185011-DE
Date de télétransmission : 06/12/2018
Date de réception préfecture : 06/12/2018

OBJET **Aménagement d'un espace de convivialité à l'angle de la ruelle Turpin et de la rue Général de Gaulle**
 Demande de financement portant sur la fiche action 7.02 "Restructuration des quartiers sensibles" POE FEDER 2014-2020

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le RAPPORT N°18/5-011 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur NAILLET Philippe au nom des commissions « Affaire Générale / Entreprise Municipale » et « Aménagement / Développement Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

Approuve le projet « Aménagement d'un espace de convivialité angle ruelle Turpin rue Général de Gaulle ».

ARTICLE 2

Approuve le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessous.

	Coût total TTC	Montant HT des dépenses	Union Européenne (FEDER)	Contrepartie Nationale (Etat et/ou Région)	Ville
Dépenses totales	1 646 487,50 €	1 517 500,00 €			
Dépenses éligibles (hors foncier)	724 237,50 €	667 500,00 €	467 250,00 €	66 750,00 €	133 500,00 €
Taux d'intervention sur les dépenses éligibles			70%	10%	20%

Accusé de réception en préfecture
 974-219740115-20181127-185011-DE
 Date de télétransmission : 06/12/2018
 Date de réception préfecture : 06/12/2018

ARTICLE 3

Valide la participation financière de la Ville à hauteur de 133 500,00 € HT en tant que maître d'ouvrage de l'opération.

ARTICLE 4

Autorise le Maire (ou son représentant) à solliciter la subvention FEDER, au titre de la fiche action 7.02, pour un montant prévisionnel de 467 250,00 € et de la contrepartie nationale apportée par la Région et/ ou l'Etat pour un montant prévisionnel de 66 750,00 €.

ARTICLE 5

Prend l'engagement de prendre en charge le différentiel entre les subventions réellement perçues et celles sollicitées, les dépenses inéligibles ainsi que le préfinancement de la TVA (le cas échéant).

ARTICLE 6

Autorise le Maire (ou son représentant) à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20181127-185011-DE
Date de télétransmission : 06/12/2018
Date de réception préfecture : 06/12/2018